
outré, la consolidation d'économies de marché prospères et leur intégration à l'économie mondiale ouvriront d'importants débouchés pour le commerce et les investissements canadiens et internationaux.

Ce programme continuera de répondre à une situation et à des intérêts canadiens qui changent rapidement dans cette région. À cette fin, le gouvernement continuera d'appuyer la formule du partenariat entre les divers intervenants canadiens : secteur privé, associations commerciales et professionnelles, ONG, universités, communautés ethniques et tous les ordres de gouvernement. Les fonds fédéraux servent de catalyseur en suscitant des contributions importantes de la part des partenaires au Canada et dans les pays bénéficiaires.

Par souci d'efficacité dans des conditions aussi changeantes, nous réaménagerons les rôles assumés par le MAECI, qui administre le programme en ce moment, et l'ACDI. L'orientation de la politique restera entre les mains du MAECI tandis que l'exécution des programmes sera transférée à l'ACDI. Ce nouveau rôle de l'ACDI correspond bien aux activités qu'elle mène dans les pays en développement. L'élaboration et l'exécution du programme feront l'objet d'une coordination étroite entre les deux organisations.

Des résultats tangibles

Les Canadiens veulent que les deniers publics versés à l'aide internationale soient utilisés efficacement. En outre, ils veulent que cette aide contribue réellement à améliorer le sort des personnes bénéficiaires en les rendant plus autonomes. Le gouvernement partage cette préoccupation et s'est engagé à améliorer l'efficacité de l'aide internationale et à en démontrer les résultats aux Canadiens.

À cette fin, le gouvernement s'assurera d'abord que les résultats des programmes et des projets puissent être démontrés à la lumière d'objectifs clairs, et spécifiera des résultats réalistes aux priorités des programmes. Il améliorera la communication des résultats au Parlement et au public, notamment par des révisions au Budget des dépenses principal, présenté chaque année au Parlement, afin que cette information soit plus claire et davantage orientée vers les résultats. De plus, le gouvernement diffusera davantage les résultats des évaluations et des leçons apprises afin de mieux informer le public et nos partenaires canadiens, multilatéraux et bilatéraux et d'améliorer les programmes de développement. Le gouvernement consultera davantage ses partenaires bilatéraux et continuera de soutenir les programmes qui sensibilisent la population canadienne au développement et l'informent des activités du Canada dans ce domaine.